

Défiler pour la Justice

Une longue marche et une pétition pour rappeler à l'opinion publique que la vie des femmes de la pêche victimes du tsunami et de la guerre sur la côte est du Sri Lanka est toujours déstabilisée

Fédération des femmes de l'est du Sri Lanka

Pour entrer en contact, passer par Herman Kumara (hermankumara@gmail.com) ou fishmove@slt.lk

Le 8 mars 2009, Journée internationale de la Femme, plus d'un millier de femmes venues de 30 villages des districts d'Ampara et de Trincomalee, à l'est du pays, ont défilé dans les rues d'Addalachchenai, près de Kalmunai. Chassées de leur lieu de vie habituel par le tsunami et le conflit armé, elles réclament le droit de vivre en sécurité et dans la dignité. Ces femmes font partie de la Fédération des femmes de l'est, une structure dont la création a été facilitée par NAFSO (Solidarité nationale de la pêche) en collaboration avec deux partenaires : DIFSO à Mapara et TRIFSO à Trincomalee.

Elles ont défilé pour attirer l'attention sur le fait que près de 33 000 femmes dans la région ont

publics, aux ministères concernés, aux organismes locaux et aux Ong de s'occuper de leur situation particulière.

La pétition attirait l'attention à la fois sur les problèmes généraux auxquels sont confrontés les pêcheurs et sur les difficultés spécifiques des femmes. Nombreuses sont les familles qui n'ont pas encore été relogées par le gouvernement. L'indemnité de 100 000 roupies (environ 870 dollars) accordée pour réparer les maisons était insuffisante. Les gens n'ont d'autre choix que de rester dans des camps où les conditions de vie sont mauvaises, tout particulièrement en matière de sécurité (femmes violées, agressions sur enfants...). Le chômage s'accroît et il devient de plus en plus difficile de gagner sa vie. La pétition parle aussi de l'insuffisance des services de santé (manque de médecins, de médicaments...).

En plus, les femmes connaissent toute une série d'autres problèmes. Il leur est impossible de se déplacer librement sans protection. Elles sont entravées par des normes oppressives qui ont trait à l'éducation, l'emploi, le mariage, les tâches ménagères. Elles sont confrontées à la violence domestique, aux problèmes quotidiens d'alcoolisme et de drogue. Elles n'ont pas leur mot à dire dans des décisions importantes.

Les populations de pêcheurs subissent les effets du braconnage auquel se livrent des navires étrangers, de la dégradation des lieux de pêche à cause d'engins de capture destructeurs, de l'attribution inéquitable des zones de pêche, de l'arrestation de pêcheurs et de leur longue détention dans un pays étranger. Sur la côte est, toute une série de mesures ont entraîné pour ces communautés perte de revenus et perte de moyens d'existence : restrictions sur la pêche de nuit, interdiction de pêcher dans certaines zones, fermeture sans préavis de lieux de pêche pour cause de sécurité nationale... L'obligation de décharger et de recharger le poisson aux postes de contrôle lors du transport entre Batticaloa et Ampara vers le Sud et vers Colombo accroît les dépenses et réduit la qualité du poisson (et donc la marge bénéficiaire).

La pétition demandait des aides appropriées au gouvernement. Il faudrait un recensement en règle de tous les secteurs touchés par le tsunami pour servir de base à un plan d'action concret élaboré selon une démarche participative. Les dégâts

K.P. SHAMITH ROSHAN/NAFSO



Défilé à Addalachchenai, district d'Ampara, lors de la Journée internationale de la Femme

perdu leur mari, les laissant avec les orphelins. Actuellement, quatre ans après le tsunami, ces femmes des communautés de pêcheurs sont nombreuses à être le principal soutien de la famille, et elles ne disposent toujours pas des choses indispensables à la vie : logement, travail...

Elles ont présenté une pétition au Ministre en chef de la province de l'Est, Sivanathurai Chandrakanthan, demandant aux organismes

causés par le tsunami doivent faire l'objet d'une évaluation et donner lieu à une indemnisation. Le logement doit être prioritaire, et être doté de l'équipement indispensable : toilettes, électricité, eau potable...

La pétition réclamait également des mesures spéciales pour les femmes qui, pour cause de tsunami ou de guerre, ont perdu leur mari, le soutien de famille principal. Il faudrait prévoir pour elles des possibilités d'emploi afin de pouvoir survivre. Si ce n'est pas possible, il faut leur verser une allocation.

On devrait aider les femmes à obtenir un prix convenable pour leur poisson, à améliorer la qualité des divers produits de la pêche grâce à une technologie appropriée. Il faudrait l'équipement indispensable en matière de transport et de stockage, et aussi diffuser les connaissances techniques via les centres professionnels. L'accès au crédit devrait être facilité pour permettre à des femmes de lancer leur petite affaire. Et il faut réglementer les importations si celles-ci ont une incidence négative sur les moyens d'existence des femmes.

Les bateaux qui ont été endommagés par le conflit armé devront être remplacés. L'embarcation et le matériel de capture doivent être la propriété conjointe de l'homme et de la femme, ou bien la femme doit avoir un titre de propriété séparé. Le gouvernement devrait prévoir des bateaux de surveillance pour aider les pêcheurs en cas de catastrophe naturelle.

En matière de conditions de vie et de travail de ces populations, on informera les hommes, les femmes et les enfants des risques liés à l'environnement et on les incitera à veiller à sa propreté. Les autorités locales prendront les mesures qui s'imposent pour faire construire des drainages efficaces et empêcher la propagation de maladies à cause d'eaux stagnantes.

Il faut agir pour lutter contre l'insécurité et apprendre aux femmes les gestes d'autodéfense. Les autorités devraient réagir face au comportement de groupes de paramilitaires qui, sur la côte est, prélèvent de force une partie des captures des pêcheurs. Les pêcheurs devraient pouvoir travailler en sécurité.

On a aussi besoin de mesures concrètes pour mettre un terme au trafic de drogue, en faisant appliquer la loi dans les villages. Mais il ne suffit pas de poursuivre en justice ; il faut en même temps des programmes de sevrage et de rééducation et des possibilités de travail adapté.

Pour le transport du poisson, il serait souhaitable d'instaurer dans les districts de Batticaloa et d'Ampara un système de sécurité semblable à celui de Trincomalee (scellés sur les véhicules).

La pétition conclut en réclamant pour les populations de la côte est du pays une vie digne et des moyens d'existence durables. Ces gens ont souffert de la guerre et du tsunami et de projets de développement qui les ont obligés à déguerpir aussi. ❏

Actuellement, quatre ans après le tsunami, ces femmes des communautés de pêcheurs sont nombreuses à être le principal soutien de la famille, et elles ne disposent toujours pas des choses indispensables à la vie : logement, travail...